



**PRESTATION DE REFONTE DES MODELES HYDROGEOLOGIQUES OPERATIONNELS
DU SITE DU CEA DE CADARACHE**

PROJET DE MARCHE N° B24-05164-CYB

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Madame Virginie BASINI**, agissant en qualité de Chef du Département de Technologie Nucléaire (DTN),

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société _____, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____, dont le siège social est situé à _____, sous le numéro _____,

représentée par **Madame/Monsieur** _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122
13108 Saint Paul Lez Durance Cedex
T. +(33) 04.42.25.20.76
Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

Département de Support Technique et Gestion
Service des Marchés et Achats

SOMMAIRE

1	OBJET	3
2	DOCUMENTS APPLICABLES	3
3	ÉTENDUE DES PRESTATIONS	3
4	OBLIGATIONS DES PARTIES	4
5	CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....	5
6	RÉCEPTIONS	6
7	MONTANT	6
8	CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL	6
9	REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES ET DÉLAIS	7
10	RÉUNIONS	8
11	INTERLOCUTEURS.....	10
12	ENTRÉE EN VIGUEUR ET DELAIS	10
13	PÉNALITÉS.....	11
14	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
15	CONFLIT D'INTÉRÊT	12
16	CONFIDENTIALITÉ	12
17	MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA	12
18	MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	13
19	QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT	13
20	SOUS-TRAITANCE.....	13
21	JURIDICTION COMPÉTENTE	14
	ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL	16
	ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES	18

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	2/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

1 OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent Marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte une prestation de refonte des modèles hydrogéologiques opérationnels du site du CEA de Cadarache.

1.2 Etendue des prestations

Les prestations sont forfaitaires telles que définies à l'article 3 infra.

1.3 Unité bénéficiaire

Cette prestation est réalisée pour le compte du CEA/DES/IRESNE/DTN/SMTA/LMTE de Cadarache.

2 DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B24-05164-CYB, incluant notamment le Cahier des Charges référencé CEA/DES/IRESNE/DTN/SMTA/LMTE/ST/DL 2024-031 indice B en date du 25/02/2025,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée _____, en date du _____.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

3 ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Marché sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le Marché comprend uniquement une partie ferme et forfaitaire définie comme suit :

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	3/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

3.1 Partie ferme et forfaitaire

Dans le cadre de réexamens de sûreté, de dossiers de démantèlement ou autres scénarios accidentels, le CEA doit disposer d'outils capables de simuler le transfert de substances dans les nappes et d'aider au prépositionnement/prédimensionnement éventuel de dispositifs de protection. Actuellement, ce besoin est notamment couvert sur le site de Cadarache grâce à des modèles hydrogéologiques opérationnels 3D.

Suite aux nouvelles données acquises depuis sa création, à l'amélioration de la compréhension du fonctionnement du système hydrogéologique du site, à la mise en évidence des limites d'ergonomie et de représentativité des modèles précédemment développés, et à l'évolution des outils disponibles, le CEA, via le Laboratoire de Modélisation des Transferts dans l'Environnement (LMTE), souhaite la refonte complète de ces modèles hydrogéologiques opérationnels.

Les objectifs de la prestation sont, sous le code MARTHE (© BRGM), la construction et le calage en hydrodynamique d'un modèle hydrogéologique régional 3D puis la construction et la validation de deux modèles locaux.

Le présent Marché a donc pour objet la refonte des modèles hydrogéologiques opérationnels du site du CEA de Cadarache.

Cette prestation comporte les postes suivants décrits plus spécifiquement dans le Cahier des charges :

- Appropriation des données d'entrée remises ;
- Phase A : construction du modèle régional (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du CDC) et remise du rapport technique ;
- Phase B : calage du modèle régional (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du CDC) et remise du rapport technique (mise à jour) ;
- Phase C : construction des modèles locaux (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du CDC) et remise du rapport technique (mise à jour) ;
- Phase D : application de cas tests sur les modèles locaux (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du CDC) et remise du rapport technique (mise à jour).
- Suivi de la prestation, réunions et comptes-rendus de réunions ;
- Remise du rapport technique final et réception de la prestation.

Ces phases sont bien sûr liées les unes aux autres et leur organisation reste à l'appréciation du Titulaire (par exemple, traitement en parallèle ou en séquentiel des deux échelles) en accord avec le CEA.

4 OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA du CEA.

Le Titulaire du présent Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimées par le CEA dans le Cahier des Charges.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	4/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

4.1.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

5 CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

5.1 Lieu d'exécution

Les prestations, objet du présent Marché, sont exécutées chez le Titulaire.

Les réunions d'enclenchement et de clôture du marché et des phases se tiennent dans les locaux du CEA. Selon l'avancement et les besoins du projet, les autres types de réunions peuvent être tenues à distance. Des visites sur site pourront, autant que de besoin, être organisées en plus des réunions.

5.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

5.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du Marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

5.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du présent Marché.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	5/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

6 RÉCEPTIONS

6.1 Modalités de réception

Les réceptions s'effectuent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du Marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

6.2 Partie ferme et forfaitaire

La prestation fera l'objet d'une réception prononcée après acceptation par le CEA des livrables (modèles hydrogéologiques, rapports techniques et dossier d'études final).

7 MONTANT

7.1 Montant total du Marché

Le montant des prestations, objet du présent Marché, est fixé à la somme de _____ euros H.T.
(_____ EUROS HORS TAXES).

7.2 Contenu des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires. En conséquence, ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

7.3 Caractère des prix

Les montants visés aux articles 7.1 à 7.3 sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

Ils ont un caractère non révisable.

8 CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL

8.1 Partie ferme et forfaitaire

Le montant des prestations du présent Marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 15% du montant total HT du Marché, à la fin de la phase A, après remise des livrables correspondant acceptés par le CEA,
- 35% du montant total HT du Marché, à la fin de la phase B, après remise des livrables correspondant acceptés par le CEA,

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	6/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- 15% du montant total HT du Marché, à la fin de la phase C, après remise des livrables correspondant acceptés par le CEA,
- 35% du montant total HT du Marché, à la fin de la phase D, après remise des livrables correspondant acceptés par le CEA et après la réception de la prestation sans réserve par le CEA.

8.2 Modalités de facturation au format électronique

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Marché devront porter la référence de ce dernier.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement CEA** : _____ (exemple : 4000191919).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

8.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

9 REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES ET DÉLAIS

9.1 Livrables et délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences du Cahier des Charges, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

A chaque fin de phase et en clôture de la prestation, le TITULAIRE constituera un dossier d'étude pour archivage conforme aux prescriptions du CEA, regroupant :

- Le rapport technique unique (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) ;
- Les « modèles et fichiers associés » (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) ;
- Les éléments liés au suivis de la prestation (comptes-rendus de réunion, etc.).

9.2 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	7/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Les livrables deviennent la propriété du CEA après leur acceptation.

Le Tableau 1 résume les livrables et les délais ou fréquences de réalisation associés au suivi de la prestation.

Tableau 1 : Livrables de suivis attendus et délais associés

Livrables	Délais associés	Volumétrie
Plan de Management de la Qualité Particulier	Version préliminaire avec l'offre / version finale transmise 5 jours ouvrés avant la réunion d'enclenchement soumise à l'acceptation du CEA	1
Comptes-rendus des réunions d'enclenchement/clôture de prestation	5 jours ouvrés pour la remise après la réunion 5 jours ouvrés pour la relecture par le CEA 5 jours ouvrés pour la reprise par le TITULAIRE	2
Comptes-rendus des réunions d'enclenchement/clôture de phase		5
Comptes-rendus des réunions de coordination		4

Le tableau 2 résume les livrables techniques attendus et délais associés

Tableau 2 : Livrables techniques attendus et délais associés

Livrables	Délais associés	Volumétrie
Rapport technique (MàJ en phase A, B, C et D)	10 jours ouvrés pour la remise après la réunion de clôture de la phase 10 jours ouvrés pour la relecture par le CEA 10 jours ouvrés pour la reprise par le TITULAIRE	1*
Modèles hydrogéologiques (régional et/ou locaux) et fichiers associés		4**

* : une mise à jour à chaque fin de phase ; ** : soit un rendu par phase (modèle(s) et fichiers associés à celle-ci)

9.3 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

10 RÉUNIONS

10.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiendront des réunions, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Les réunions d'enclenchement et de clôture du marché et des phases se tiennent dans les locaux du CEA. Selon l'avancement et les besoins du projet, les autres types de réunions peuvent être tenues à distance. Des visites sur site pourront, autant que de besoin, être organisées en plus des réunions.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	8/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

10.2 Réunions

Les réunions relatives au Marché sont précisées dans le Cahier des Charges, et comprennent les réunions décrites ci-après.

Leur phasage est décrit au §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du cahier des charges. Chaque réunion fera l'objet de la rédaction d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et annexé au dossier d'étude (cf. §**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du cahier des charges).

10.2.1 Réunions d'enclenchement et de clôture de la prestation

La prestation débutera par une réunion d'enclenchement en présentiel après la signature du marché par les deux parties, ayant notamment pour but :

- De présenter les intervenants et l'organisation mise en place au niveau du CEA et du Titulaire ;
- De vérifier que l'ensemble des formalités et des documents relatifs à la prestation est conforme et permet un enclenchement effectif de la prestation ;
- De rappeler les objectifs de la prestation ;
- De fournir et présenter les données d'entrées nécessaires à la prestation.

Elle se terminera par une réunion de clôture de la prestation, également en présentiel, qui aura notamment pour buts de vérifier la conformité de l'ensemble de la prestation avec le PMPQ, de faire le bilan des différents livrables rendus et de l'atteinte des objectifs de la prestation.

10.2.2 Réunions d'enclenchement/clôture des phases

Chaque phase sera enclenchée par une réunion dédiée permettant de clôturer la phase précédente et de présenter les attentes de la phase à venir. Ces réunions auront alors notamment pour but :

- Pour la phase à venir, de permettre au Titulaire de présenter la démarche et la méthodologie qu'il a proposée dans son offre technique et un planning détaillé des tâches à réaliser ;
- Pour la phase se clôturant, de permettre au Titulaire de présenter les principaux résultats de celle-ci et les rendus associés.

A noter que la réunion d'enclenchement de la phase A permettra également au Titulaire de faire une restitution sur l'ensemble des données mises à disposition par le CEA à la réunion d'enclenchement afin de présenter sa compréhension des enjeux et des attentes, et demander des précisions éventuelles

10.2.3 Réunions de coordination/thématiques

Une réunion de coordination, pouvant être en visioconférence, aura lieu en cours de chaque phase. L'objectif de cette réunion est de faire la synthèse des actions en cours et de leur avancement. Ainsi, lors de la réunion :

- Le Titulaire présentera, a minima le bilan des actions (en cours, soldées, prévisionnelles) et les points traités ou en suspens, les indicateurs de qualité qu'il aura défini dans son PMQP, les plannings avec l'avancement physique, les délais et les points à risque identifiés, et les points durs éventuels avec besoin d'avis et/ou accord CEA ;
- Le CEA peut orienter les axes de développement du Titulaire.

Ces réunions pourront être axées autour de thèmes spécifiques identifiés par le Titulaire et/ou le CEA et proposés au cours du déroulement de la prestation. A ce stade, il est identifié, pour la réunion de coordination phase D, un focus spécifique autour de la présentation des cas tests.

10.3 Réunions spécifiques

En complément de ces réunions et en fonction de l'évolution de la prestation ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordres technique, commercial ou contractuel, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances. En fonction des

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	9/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

besoins, ceux-ci pourront faire l'objet d'un relevé de décisions transmis par mail et également annexé au dossier d'étude.

10.4 Compte-rendu

Excepté les réunions spécifiques, chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai 5 jours ouvrés suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, ce compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

Les comptes-rendus sont des livrables au sens de l'article « Remise de livrables documentaires » supra.

11 INTERLOCUTEURS

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les Parties désignent comme interlocuteurs les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Affaire suivie techniquement par :

M. Paul BAREIX

CEA/DES/IRENE/DTN/SMTA/LMTE

☎ : 04.42.25.64.61

Email : paul.bareix@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Cynthia BLANCHET

Service des Marchés et Achats

☎ : 04.42.25.42.53

Secrétariat : 04.42.25.20.76

Email : cynthia.blanchet@cea.fr

Pour le Titulaire : (à compléter)

Pour le suivi de la prestation :

Mme/M.

Tél :

Email :

Au cas où l'interlocuteur du Titulaire ou un des intervenants serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'une semaine sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

12 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DELAIS

12.1 Entrée en vigueur

Le présent marché entre en vigueur à compter de la réunion d'enclenchement (T0).

12.2 Délais

Les principaux jalons associés au planning sont les suivants, T0 étant la date de la réunion d'enclenchement :

- J1 : Appropriation des données d'entrée remises ;
- J2 : Phase A : construction du modèle régional et remise du rapport technique ;
- J3 : Phase B : calage du modèle régional remise du rapport technique (mise à jour) ;
- J4 : Phase C : construction des modèles locaux et remise du rapport technique (mise à jour) ;

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	10/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- J5 : Phase D : application de cas tests sur les modèles locaux et remise du rapport technique (mise à jour) ;
- J6 : Remise du rapport technique final et réception de la prestation.

Toutefois, à la demande du CEA uniquement, chaque jalon peut être reporté d'un délai de 1 mois sans impact financier sur la prestation.

13 **PÉNALITÉS**

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, notamment prévues à l'article 24, les pénalités ci-après s'appliquent au présent Marché.

13.1 **Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles**

Au titre de la mauvaise exécution du Marché, les pénalités suivantes pourront être appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans le Cahier des Charges :	Montant de la pénalité en euros
Retard dans le respect des jalons	1000 € par jour calendaire de retard
Retard dans la remise d'un livrable	200 € par jour calendaire de retard
Pénalités pour absence aux réunions	150 € par absence non justifiée
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € par écart
Ecartés liés à la sécurité	2 000 € par écart

13.2 **Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- non libératoires, applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du Marché.

14 **PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	11/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

15 CONFLIT D'INTÉRÊT

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

16 CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

17 MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA

En complément des dispositions de l'article 19 des CGA applicable au présent Marché, pour les matériels mis à disposition du Titulaire par le CEA, le responsable du Titulaire vérifie, avant leur utilisation, qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité.

17.1 Propriété des matériels

Les matériels du CEA confiés au Titulaire pour l'exécution du présent Marché sont la propriété du CEA. Les sous-traitants éventuels du Titulaire devront être acceptés par le CEA pour pouvoir les utiliser. Ces matériels ne pourront être employés à d'autres usages qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Ces matériels seront entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible.

17.2 Etat des lieux – Inventaire

Avant le début de la prestation, un inventaire des matériels, produits et équipements (appelés de manière générique « matériel » ci-après) mis à la disposition du Titulaire par le CEA sera établi contradictoirement. Une vérification de l'inventaire sera réalisée en fin de Marché.

Le Titulaire est responsable de la garde et de l'emploi du matériel mis à sa disposition. Toute disparition ou dégradation du matériel dépassant l'usure normale, ou en cas d'utilisation non conforme par le Titulaire du matériel mis à sa disposition, le CEA se réserve le droit de demander réparation au Titulaire, soit en remplaçant aux frais de ce dernier le matériel ayant subi des dégradations anormales, soit en remettant en état le matériel. Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de ces cas pour se décharger de sa responsabilité et du non-respect de ses prestations.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	12/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Toute interruption du Marché, quelle qu'en soit la cause, entraîne de facto une restitution immédiate au CEA du matériel mis à la disposition du Titulaire sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre.

18 MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

19 QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent Marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du Marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

20 SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du présent Marché relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les Parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	13/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

21 JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent Marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.



V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	14/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	#signature1#
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	15/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	16/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	17/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DGCEA/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DGCEA/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	18/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du Marché, CEA, Titulaire, co-traitant et sous-traitant.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	19/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au Marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

V270224	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-05164-CYB	4000 / P5H	20/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	